

Investissement, appui aux TPME, employabilité, transport routier, énergie, tourisme...

# Une nouvelle feuille de route franco-marocaine se trace

Kawtar Tali  
ktali@aujourdhui.ma



faciliter les échanges d'électricité renouvelable entre les deux rives de la Méditerranée particulièrement entre les cinq pays participant à l'initiative Sustainable Electricity Trade Roadmap, initiée lors de la COP22 à Marrakech (Allemagne, Espagne, France, Portugal et Maroc).

Par ailleurs, les deux gouvernements ont convenu de convoquer la réunion du comité de suivi Maroc-France pour examiner la mise en œuvre des dispositions de la feuille de route dans le domaine du tourisme, pour la période 2017-2020, signée lors de la dernière réunion de haut niveau. Notons qu'en marge de cette rencontre, le patronat des deux pays s'est réuni pour discuter des éventuelles pistes d'amélioration du climat des

affaires entre les deux pays et ce dans l'optique de faire face à des défis conjoncturels cruciaux tels que la formation professionnelle et la création d'emplois. Pas moins de 300 chefs d'entreprises marocains et français ont pris part aux travaux de cette rencontre économique dont les travaux se sont articulés sur l'innovation conjointe pour un nouvel élan économique et social. Ainsi la communauté d'affaires bilatérale représentée par la CGEM et le Medef International a mis l'accent sur la nécessité de prospecter de nouveaux marchés en vue de créer de la valeur ajoutée locale et de l'emploi. Les échanges ont à cet effet porté sur la création de coopérations ambitieuses ainsi que sur le rôle du secteur privé dans le développement territorial.

Mettre en place un cadre général des affaires favorable à la promotion des échanges et des investissements. Telle est la principale recommandation tirée de la rencontre de haut niveau France-Maroc. Lors de cette réunion biennale qui s'est tenue jeudi 19 décembre à Paris, les deux gouvernements ont partagé leur ambition de booster davantage la coopération économique sur le plan bilatéral. C'est ce qu'on peut relever de la déclaration conjointe publiée au terme de cette rencontre. Parmi les engagements pris, on note également l'examen des possibilités d'appui aux Très petites et moyennes entreprises. C'est dans ce sens que la Caisse de dépôt et de gestion marocaine (CDG) et la Caisse des dépôts françaises ont signé une convention de coopération. L'objectif étant de renforcer davantage le partenariat des deux institutions. De même, un contrat d'assistance technique a été conclu entre la Caisse centrale de garantie marocaine (CCG) et ACCET-StarLabs France pour l'accompagnement des structures labellisées par la CCG dans le cadre du « Fonds Innov Invest ». La création de joint-ventures entre les entreprises

privées marocaines et françaises, notamment pour des partenariats ciblant l'Afrique, figure également dans l'agenda franco-marocain.

Le Maroc et la France sont par ailleurs déterminés à poursuivre leur coopération en matière de transport routier, tout en tenant compte des enjeux environnementaux liés à cette mobilité. D'ailleurs, la commission mixte sur le transport routier tiendra sa prochaine réunion au Maroc et ce au premier trimestre 2020.

*Le Maroc et la France ambitionnent de faciliter les échanges d'électricité renouvelable entre les deux rives de la Méditerranée particulièrement entre les cinq pays participant à l'initiative Sustainable Electricity Trade Roadmap.*

sa prochaine réunion au Maroc et ce au premier trimestre 2020.

L'employabilité des jeunes se place également au cœur des priorités des deux gouvernements. Dans ce sens, Mohamed Benchaaboun, ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, et Bertrand Walckenaer, directeur général délégué de l'Agence française de développement, ont procédé jeudi à la signature d'un accord de prêt de 150 millions

d'euros. Ce financement appuiera la mise en œuvre de la politique de l'emploi pour l'insertion économique des jeunes dans trois régions pilotes, à savoir le Sous-Massa, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima.

Sur le plan énergétique, le Maroc et la France ambitionnent de